



Porté par l'intérim, l'emploi progresse encore

Au 1^{er} trimestre 2019, l'emploi salarié augmente de 0,3 % en Normandie. L'intérim est dynamique (+ 1,9 %). C'est aussi le cas de plusieurs secteurs d'activité, notamment l'hôtellerie-restauration (+ 2,3 %), activité toujours portée par une forte progression des nuitées (+ 6,6 %). Cette amélioration de l'emploi, légèrement moindre qu'au niveau national (+ 0,4 %), ne s'accompagne pas d'une baisse du chômage. L'activité reste contrastée dans la construction, les mises en chantier de logements fléchissent (- 1,2 %) tandis que celles de locaux professionnels augmentent (+ 7,0 %). Les créations d'entreprises restent soutenues (+ 8,5 %) grâce à la forte poussée des micro-entreprises.

Laura Le Mains, Étienne Silvestre (*Insee Normandie*)

Rédaction achevée le 04 juillet 2019

L'intérim accélère

Au 1^{er} trimestre 2019, l'emploi salarié augmente toujours en Normandie (+ 0,3 % comme au trimestre précédent), mais légèrement moins qu'en France hors Mayotte (+ 0,4 % ; *figure 1*). L'amélioration est due au secteur privé (+ 0,4 %), le secteur public refluant légèrement.

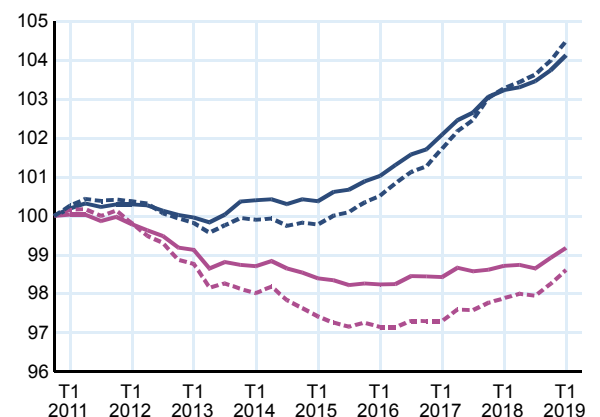
Dans la région ce trimestre, l'intérim accélère (+ 1,9 % après + 0,5 % au précédent trimestre) et contribue davantage à la hausse globale qu'en France hors Mayotte (*figure 3*). Hors intérim toutefois, l'emploi salarié augmente moins. La construction progresse toujours (+ 0,6 % ; *figure 2*), mais sans accélérer comme en France hors Mayotte (+ 1,2 % après + 0,7 %). Le tertiaire non marchand reflue légèrement (- 0,2 %) tandis que le tertiaire marchand augmente de 0,4 %. L'hébergement-restauration est dynamique (+ 2,3 %) comme, dans une moindre mesure, les services aux entreprises (+ 0,6 %) et le commerce (+ 0,3 %). L'industrie progresse comme au niveau national de 0,2 %, grâce à la fabrication d'équipements et de machines (+ 1,1 %) et à l'agro-alimentaire (+ 0,6 %).

Sur un an, l'emploi salarié s'améliore de 0,5 % en Normandie et de 0,9 % en France hors Mayotte.

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Normandie
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Normandie
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

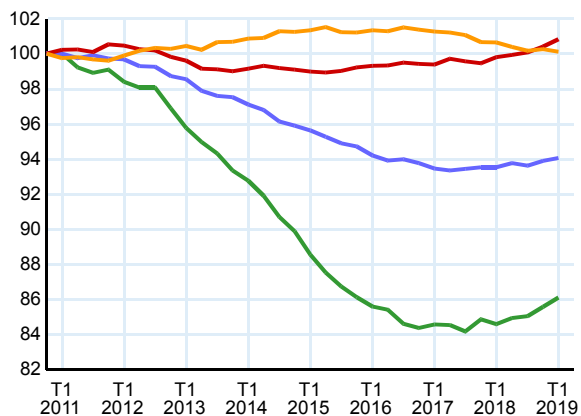
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Normandie

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4^e trimestre 2010

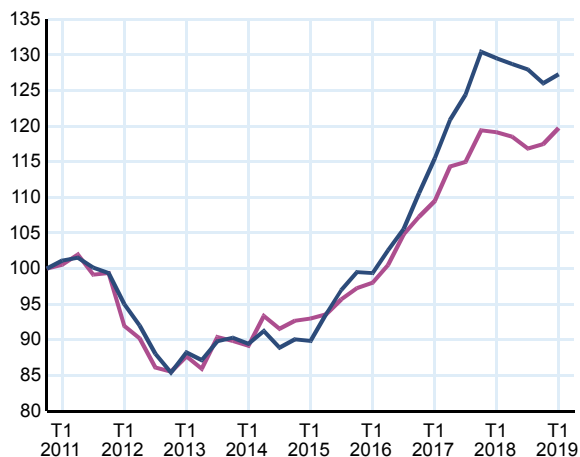


Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

- Normandie
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Le tertiaire et l'industrie sont relativement dynamiques dans la Manche

Ce trimestre, l'emploi salarié progresse dans la Manche (0,4 %), le Calvados et l'Eure (0,3 %), la Seine-Maritime (0,2 %) ; il se maintient dans l'Orne (figure 4). C'est l'intérim qui progresse le plus dans tous les départements. En dehors de l'intérim, la construction est dynamique dans l'Eure (+ 1,4 %) et l'industrie dans la Manche (+ 0,9 %). Dans ce dernier département, c'est aussi le cas du tertiaire marchand (+ 0,6 %). En revanche, dans l'Orne, l'industrie fléchit (- 0,3 %).

Sur un an, l'emploi salarié progresse dans tous les départements normands, sauf l'Orne (- 0,9 %), et notamment dans la Manche (+ 1,3 %).

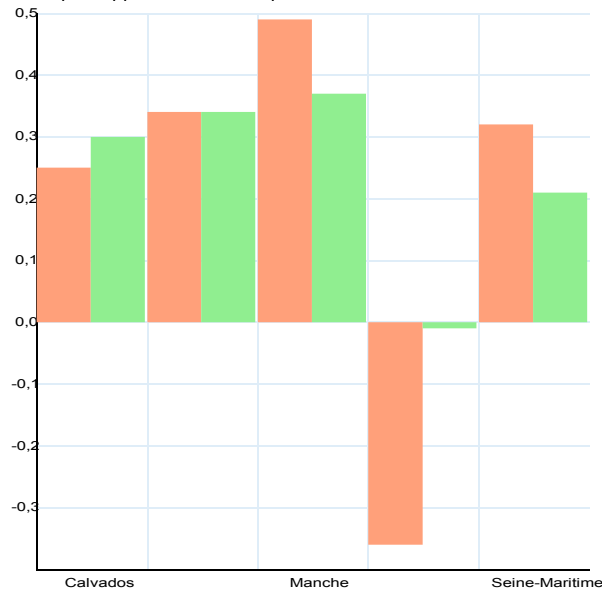
Le chômage est stable dans tous les départements

Au 1^{er} trimestre 2019, le taux de chômage s'établit à 8,6 % en Normandie (8,7 % au niveau national ; figure 5). Il se situe au même niveau qu'au trimestre précédent dans la région et baisse à peine au niveau national (- 0,1 point).

Dans tous les départements normands, le taux de chômage reste stable (Eure, Orne) ou quasi stable (- 0,1 point dans les trois autres départements). Sur un an, le chômage recule de 0,6 point, soit quasiment comme en France hors Mayotte (- 0,5 point). Il fléchit dans tous les départements de la région, de 0,4 point dans l'Orne à 0,7 point dans la Seine-Maritime.

4 Évolution de l'emploi salarié total par département

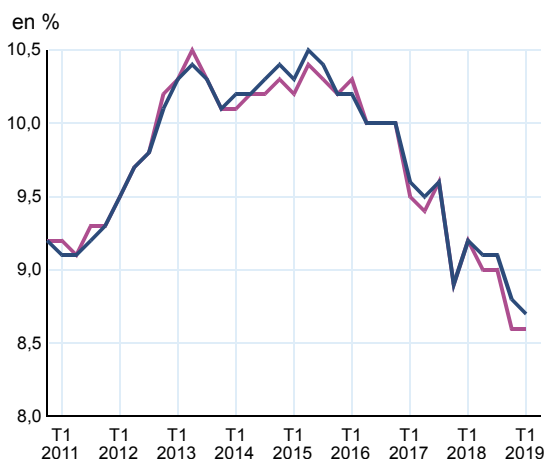
- 2018T4
 - 2019T1
- en % par rapport au trimestre précédent



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

5 Taux de chômage

- Normandie
- France hors Mayotte



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

AVERTISSEMENT SUR L'EMPLOI

Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

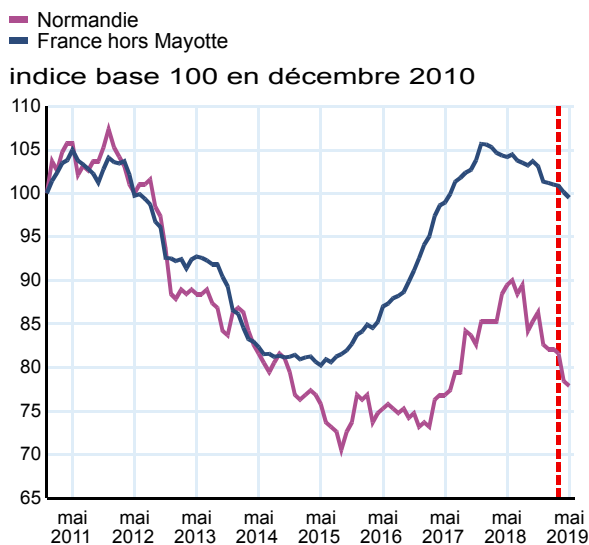
Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

La baisse des logements et la hausse des locaux se poursuivent

Pour le troisième trimestre consécutif, le cumul sur un an des logements mis en chantier (*figure 6*) baisse dans la région (- 1,2 %), plus qu'au niveau national (- 0,5 %). Toutefois, cette baisse s'atténue (- 2,2 % et - 7,6 % les trimestres précédents). Le recul concerne tous les départements de la région, hormis le Calvados (+ 1,0 %). Il atteint 9,4 % dans l'Orne et n'est que de 1,3 % dans la Manche.

Les autorisations de construire sont à l'image des mises en chantier : le nombre de logements autorisés depuis un an recule de 1,8 %, moins cependant qu'au niveau national (- 2,4 %). Seul l'Eure est épargné (+ 6,2 %). L'Orne est encore le plus touché par la baisse (- 11,2 %) qui est inférieure à 5 % dans les autres départements.

6 Évolution du nombre de logements commencés

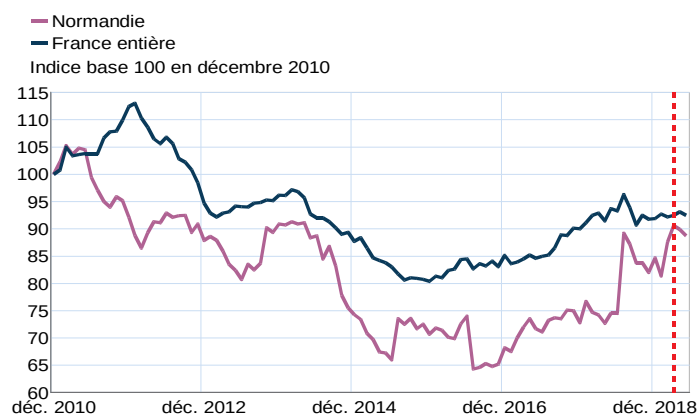


Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

Les surfaces de locaux professionnels mises en chantier, cumulées sur un an (*figure 7*), progressent au même rythme que le trimestre précédent (+ 7,0 %) alors qu'elles sont quasiment stables au niveau national. Dans la région, elles sont en forte augmentation dans l'Eure (+ 62,0 %) et à un degré nettement moindre dans l'Orne (+ 13,0 %). Elles ne reculent qu'en Seine-Maritime (- 5,0 %).

La croissance de ces mises en chantier pourrait se poursuivre, car les surfaces autorisées sont elles aussi en augmentation (+ 5,8 %), nettement plus qu'au niveau national (+ 1,4 %). La hausse concerne tous les départements normands, de + 1,0 % dans l'Eure à + 12,0 % en Seine-Maritime.

7 Évolution de la surface de plancher des locaux commencés



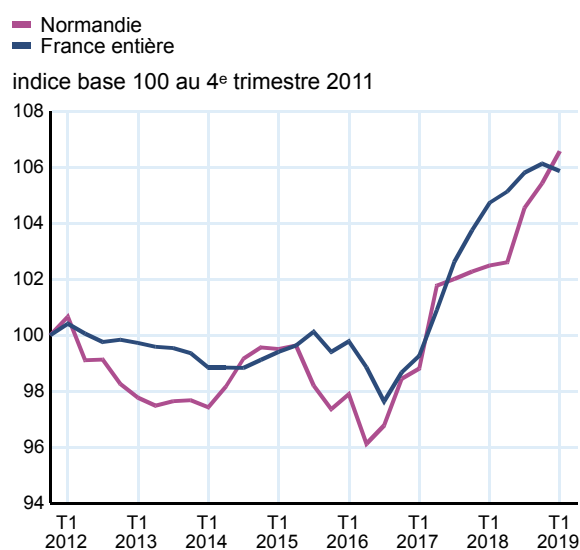
Notes : données brutes en date de prise en compte. Moyenne glissante sur 12 mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Sources : SDES, Sit@del2.

Les nuitées continuent de progresser en Normandie

Les nuitées dans les hôtels normands progressent encore de 6,6 % au cours du 1^{er} trimestre 2019 par rapport au même trimestre de l'année dernière (*figure 8*). C'est le dixième trimestre de hausse consécutive. En revanche, elles sont en recul de 1,3 % au niveau national après une longue période de croissance. Cette baisse résulte d'un net recul en Île-de-France (- 4,4 %), en lien avec le mouvement social des gilets jaunes. Ce trimestre, la Normandie est la région où les nuitées progressent le plus (+ 6,6 %) après la Guyane et la Corse (+ 9,7 %). En Normandie, les nuitées des non-résidents reculent autant qu'au niveau national (- 3,1 %), mais celles des résidents, portées par une météo favorable, sont bien plus dynamiques (+ 8,4 % contre - 0,4 % en France).

Globalement, les nuitées augmentent vivement dans le Calvados (+ 10,0 %) et un peu moins dans la Manche (+ 6,7 %) et la Seine-Maritime (+ 5,0 %). Elles progressent peu dans l'Eure (+ 2,2 %) et diminuent dans l'Orne (- 1,8 %).

8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul du nombre de nuitées des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2011.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

AVERTISSEMENT SUR LE TOURISME

Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions (en savoir plus).

Les créations d'entreprise portées par les micro-entrepreneurs

Au 1^{er} trimestre 2019, les créations d'entreprise accélèrent en Normandie (+ 8,5 %) comme en France (+ 8,1 % ; *figure 9*). Dans la région, les créations de micro-entreprises progressent de 22,7 %, presque deux fois plus vite qu'au niveau national (+ 13,1 %). Hors micro-entreprises, les créations fléchissent légèrement dans la région (- 1,3 %), à l'inverse du niveau national où elles progressent légèrement (+ 3,8 %).

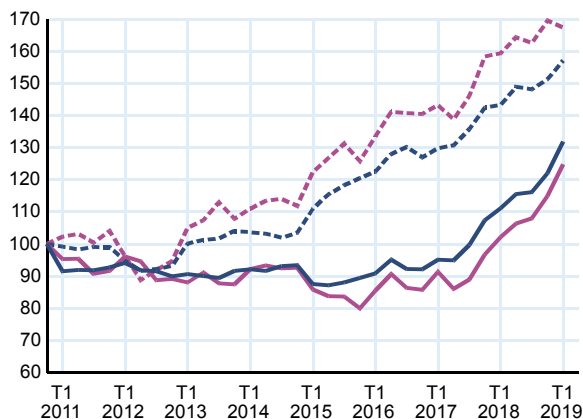
En Normandie, les créations, tous types confondus, augmentent dans les principaux secteurs. Elles accélèrent vivement dans les services (+ 9,5 % après + 3,3 % au précédent trimestre) et plus légèrement dans la construction (+ 10,7 % après + 7,5 %). Le dynamisme faiblit un peu en revanche dans l'industrie (+ 11,2 % après + 13,8 %) et dans le commerce, transport, hébergement, restauration (+ 6,1 % après + 9,8 %).

En cumul sur 12 mois, les défaillances d'entreprise diminuent de 2,4 % en Normandie, alors qu'elles sont stables en France. Elles reculent donc sur deux trimestres consécutifs (*figure 10*).

9 Créations d'entreprises

- Normandie hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Normandie y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

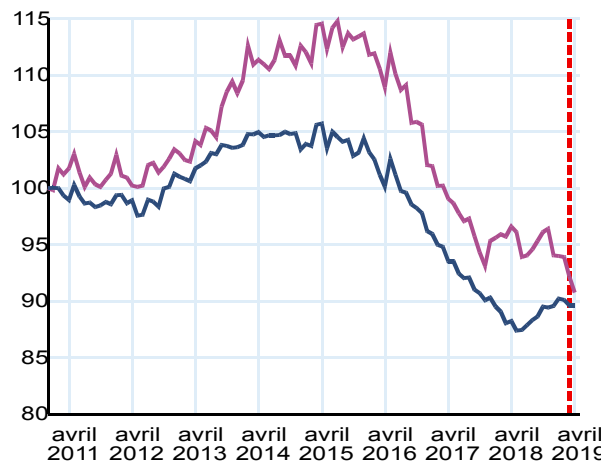
Les défaillances sont en net recul dans le Calvados (- 10,1 %) et dans la Manche (- 5,9 %). Après deux trimestres de hausse, elles sont en léger repli en Seine-Maritime (- 1,5 %). Dans l'Eure, la baisse est nettement plus modérée qu'au trimestre précédent (- 1,1 % contre - 8,3 %). Dans l'Orne, la stabilité prévaut depuis un an.

Les défaillances d'entreprise sont en baisse, respectivement de 13 % à 7 %, dans les secteurs des activités immobilières, de l'information et communication, de l'industrie, du soutien aux entreprises et de la construction. Elles sont en hausse de 1 à 5 % dans les autres secteurs. ■

10 Défaillances d'entreprises

- Normandie
- France entière

indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes au 20 juin 2019, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

Contexte international : Dans un environnement international moins porteur, les principaux pays de la zone euro mettent en place des mesures de soutien budgétaire

Marqué notamment par les tensions commerciales parties des États-Unis et par la perspective du Brexit, l'environnement international paraît moins porteur que l'an dernier. Les banques centrales comme les différents gouvernements ont néanmoins pris acte du risque de ralentissement et ajustent en conséquence leur politique économique. Début 2019, les principaux pays de la zone euro ont ainsi pour la plupart mis en place, d'une manière ou d'une autre, des mesures de soutien budgétaire. Le pouvoir d'achat accélérerait donc en zone euro (+ 2,5 % en moyenne annuelle prévu en 2019), contribuant à limiter le ralentissement économique de la zone (+ 1,2 % prévu, après + 1,9 % en 2018).

Contexte national : La croissance française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Au premier trimestre 2019, la croissance française s'est établie à + 0,3 %, portée par la demande intérieure. En particulier, la consommation des ménages a été soutenue par un pouvoir d'achat dynamique, tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance. Les créations d'emploi salarié marchand non agricole ont en outre été très élevées (+ 92 000 créations nettes).

D'ici fin 2019, l'économie française conserverait le même rythme de croissance trimestrielle, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait de + 2,3 % sur l'année, soutenant la consommation qui serait ainsi la principale contribution à la croissance, malgré un taux d'épargne restant élevé. Le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité, contrairement à l'an dernier.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 (après + 1,7 % en 2018). Le chômage poursuivrait sa baisse et s'établirait à 8,3 % fin 2019.

Insee Normandie
5, rue Claude Bloch- BP 95137
14024 Caen Cedex

Directeur de la publication :
Daniel Brondel

Rédactrice en chef :
Maryse Cadalanu

Attachée de presse :
Carole Joselier
Tél : 02.35.52.49.17

ISSN : 2105-1151@Insee 2019

Pour en savoir plus :

- Pouget J., Tallet F., Ouin-Lagarde T., Beatriz M., « Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires », *Note de conjoncture*, juin 2019
- www.insee.fr/fr rubrique Statistiques
- Tableaux de bord de la conjoncture www.insee.fr/fr rubrique Statistiques

